

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, April 21, 2026

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met with videoconference this day at 6:33 p.m. [ET] to examine and report on the role of the agriculture and agri-food sector with regard to food security in Canada; and, in camera, to consider a draft agenda (future business).

Senator Mary Robinson (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, I call to order this meeting of the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry. My name is Mary Robinson and I am the chair of this committee. Welcome to members of the committee and our witnesses, as well as those watching this meeting online.

I would like to start by acknowledging that the land on which we gather is on the unceded, traditional territory of the Algonquin Anishinaabe Nation.

Before we hear from our witnesses for today, I would like to start by asking the senators around the table to introduce themselves, and I will start with our deputy chair.

Senator McNair: Welcome. John McNair from the province of New Brunswick.

Senator Burey: Sharon Burey, Ontario.

Senator Black: Robert Black, Ontario.

Senator Muggli: Tracy Muggli, Saskatchewan and Treaty 6 territory.

The Chair: Thank you all.

I would like to ask all senators to consult the cards on the table for quick guidelines to prevent audio feedback incidents. I would also like to remind those participating to refrain from switching languages mid-sentence and to not speak too quickly. Clear audio supports accurate interpretation, transcription and captioning.

Today, the committee is continuing its study on the role of agriculture and agri-food with regard to food security in Canada. We have the pleasure of welcoming Tyler Groeneveld, Chief Executive Officer, Protein Industries Canada, and he is joining us online. From Food Link Society, we welcome Zahra Haeri, Board Member and Ali Haeri, Treasurer, who join us online. Third, from the BC Agriculture Council, we welcome Paul Pryce, Director of Policy and Government Relations. Thank you all for joining us.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 21 avril 2026

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, à 18 h 33 (HE), avec vidéoconférence, pour examiner, afin d'en faire rapport, le rôle du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la sécurité alimentaire au Canada; et, à huis clos, pour étudier un projet d'ordre du jour (travaux futurs).

La sénatrice Mary Robinson (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Honorables sénateurs, je déclare ouverte la présente séance du Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts. Je m'appelle Mary Robinson et je suis présidente du comité. Bienvenue aux membres du comité, à nos témoins, et à ceux qui regardent la réunion en ligne.

J'aimerais commencer par reconnaître que les terres sur lesquelles nous nous réunissons se trouvent sur le territoire traditionnel non cédé de la nation algonquine anishinabe.

Avant d'entendre nos témoins aujourd'hui, j'aimerais demander aux sénateurs autour de la table de se présenter, en commençant par notre vice-président.

Le sénateur McNair : Bienvenue. John McNair, du Nouveau-Brunswick.

La sénatrice Burey : Sharon Burey, de l'Ontario.

Le sénateur Black : Robert Black, de l'Ontario.

La sénatrice Muggli : Tracy Muggli, du territoire visé par le Traité n° 6, en Saskatchewan.

La présidente : Je vous remercie tous.

J'invite tous les sénateurs à consulter les fiches placées sur la table pour prendre connaissance des lignes directrices visant à prévenir les incidents de retour de son. Je souhaite également rappeler aux participants de s'abstenir de changer de langue en cours de phrase et de ne pas parler trop vite. Un son clair favorise une interprétation, une transcription et un sous-titrage justes.

Aujourd'hui, le comité poursuit son étude sur le rôle du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans la sécurité alimentaire au Canada. Nous avons le plaisir d'accueillir Tyler Groeneveld, chef de la direction de Protein Industries Canada, qui se joint à nous par vidéoconférence. De la Food Link Society, nous recevons Zahra Haeri, membre du conseil d'administration, et Ali Haeri, trésorier, qui se joignent à nous par vidéoconférence. Troisièmement, nous accueillons Paul Pryce, directeur des politiques et des relations gouvernementales du BC Agriculture Council. Merci à vous tous d'être parmi nous.

We will begin with your opening remarks before we move to questions from members. You will each have five minutes. I will signal that your time is running out by catching your eye when you have got one minute left and then cutting you off abruptly when you have hit the five-minute mark. The floor is now yours, Tyler.

Tyler Groeneveld, Chief Executive Officer, Protein Industries Canada: Good evening, Madam Chair and honourable senators. Thank you for the opportunity to appear before you today.

My name is Tyler Groeneveld, and I am here on behalf of Protein Industries Canada, an industry-led innovation cluster focused on growing Canada's food production and value-added agriculture sector.

Canada is experiencing a profound economic transition. Global instability, rising protectionism and fragile supply chains are reshaping how countries think about resilience and security. In that context, food is not just an agricultural issue. It is an economic and strategic one. Canada has a clear advantage in that we grow diverse, carbon positive, northern hemisphere crops. But too often, we export them as raw commodities and allow other countries to capture the value that comes next: processing, manufacturing, jobs and innovation.

That model is increasingly a vulnerability.

Food security is not only about how much we produce. It is about whether we can process, manufacture and supply food on our own terms. This is the "missing middle" in our system. The gap between primary agriculture and finished food products. Closing that gap is one of the most practical ways Canada can strengthen food security. Processing changes the equation. A ton of Canadian crops sold as a raw commodity has one value. That same ton, when processed into ingredients — like protein, fibre and starch — can generate up to ten times the economic value while also creating domestic supply, jobs and resilience.

This is not theoretical. Food and beverage manufacturing is already Canada's largest manufacturing sector, generating over \$160 billion annually. But we are under-leveraging it. Our current levels of food and beverage processing use only a small portion of our crops, limiting economic benefits and food security opportunities for Canada.

Nous commencerons par vos observations liminaires avant de passer aux questions des sénateurs. Vous disposerez chacun de cinq minutes. Je vous signalerai que votre temps est bientôt écoulé en essayant d'attirer votre attention lorsqu'il vous restera environ une minute, puis je vais vous interrompre lorsque vous aurez atteint la limite des cinq minutes. Monsieur Tyler, vous avez la parole.

Tyler Groeneveld, chef de la direction, Protein Industries Canada : Madame la présidente, honorables sénateurs, bonsoir. Je vous remercie de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui.

Je m'appelle Tyler Groeneveld et je suis ici au nom de Protein Industries Canada, une grappe d'innovation dirigée par l'industrie, axée sur le développement de la production alimentaire et du secteur agricole à valeur ajoutée au Canada.

Le Canada traverse actuellement une profonde transition économique. L'instabilité mondiale, la montée du protectionnisme et la fragilité des chaînes d'approvisionnement redéfinissent la façon dont les pays envisagent la résilience et la sécurité. Dans ce contexte, l'alimentation n'est pas seulement un enjeu agricole. C'est aussi un enjeu économique et stratégique. Le Canada bénéficie d'un avantage certain, car nous cultivons des produits diversifiés, à bilan carbone positif, typiques de l'hémisphère Nord. Mais trop souvent, nous les exportons sous forme de matières premières et laissons d'autres pays s'approprier la valeur ajoutée qui en découle : transformation, fabrication, emplois et innovation.

Ce modèle constitue de plus en plus une faiblesse.

La sécurité alimentaire ne se résume pas à la quantité que nous produisons. Elle dépend de notre capacité à transformer, à produire et à fournir des denrées alimentaires selon nos propres conditions. Ceci est le « maillon manquant » de notre système : le vide entre l'agriculture primaire et les produits alimentaires finis. Comblé ce vide est l'un des moyens les plus concrets dont dispose le Canada pour renforcer sa sécurité alimentaire. La transformation change la donne. Une tonne de récoltes canadiennes vendue comme matière première a une certaine valeur. Cette même tonne, lorsqu'elle est transformée en ingrédients — comme des protéines, des fibres et de l'amidon —, peut générer jusqu'à 10 fois plus de valeur économique, tout en créant un approvisionnement national, des emplois et de la résilience.

Ceci n'a rien de théorique. L'industrie agroalimentaire est déjà le premier secteur manufacturier du Canada, générant plus de 160 milliards de dollars par an. Mais nous n'exploitons pas pleinement son potentiel. À l'heure actuelle, la transformation des aliments et des boissons n'utilise qu'une petite partie de nos récoltes, ce qui limite les retombées économiques et les possibilités en matière de sécurité alimentaire pour le Canada.

Building on the sector's potential by strengthening domestic processing capacity would directly support the objectives of this committee's study. First, it improves food security by shortening supply chains and reducing reliance on imported finished goods. Second, it enables more regionally distributed production, bringing processing closer to Canadian communities. Third, it strengthens resilience against trade and tariff disruptions by diversifying how and where food is produced and manufactured. And, fourth, it creates economic opportunity by anchoring more value locally. The opportunity is significant. By scaling value-added agriculture, Canada could generate up to \$42 billion annually in new economic activity and create thousands of jobs. But it is not happening at the pace it could.

The core barriers are well understood. There is a capital gap for mid-scale processing facilities. Many projects require \$50 million to \$300 million in investment and struggle to secure lead financing. Regulatory timelines are often longer and less predictable than in competing jurisdictions, and existing federal programs are not always well designed for first-of-kind food and ingredient manufacturing.

In short, we have the supply. We see domestic and global demand for ingredients from our crops. We have companies with the ambition to scale, but they cannot do it alone. What we are missing is the coordinated effort to scale. However, there are practical steps the federal government can take. In the near term, we can make use of existing tools, adjusting program criteria, enabling stacking of supports and improving regulatory timelines.

In the medium term, targeted measures, such as dedicated streams for food and ingredient manufacturing and expanded access to risk-tolerant capital, can help close the "missing middle." Over the longer term, Canada can treat food and ingredient manufacturing as what it is: a strategic national industry on par with energy and critical minerals, supported by investment tax credits, modernized regulation and coordinated policy.

This is ultimately about positioning Canada for the future. In a world where supply chains are frequently disrupted, countries that can produce, process and supply goods domestically will be more secure and more competitive.

Exploiter le potentiel du secteur en renforçant la capacité de transformation nationale contribuerait directement à la réalisation des objectifs de l'étude menée par votre comité. Premièrement, cela améliore la sécurité alimentaire en raccourcissant les chaînes d'approvisionnement et en réduisant la dépendance à l'égard des produits finis importés. Deuxièmement, cela permet une production mieux répartie sur le plan régional, en rapprochant la transformation des communautés canadiennes. Troisièmement, cela renforce la résilience face aux perturbations commerciales et tarifaires en diversifiant les modes et les lieux de production et de transformation des aliments. Et, quatrièmement, cela crée des possibilités économiques en assurant davantage de valeur au niveau local. Les possibilités sont considérables. En développant l'agriculture à valeur ajoutée, le Canada pourrait générer jusqu'à 42 milliards de dollars par an en nouvelle activité économique et créer des milliers d'emplois. Mais cela ne se produit pas au rythme qui serait possible.

Les principaux obstacles sont bien connus. Il existe un manque de capitaux pour les installations de transformation de taille moyenne. De nombreux projets nécessitent des investissements entre 50 et 300 millions de dollars et peinent à obtenir un financement principal. Les délais réglementaires sont souvent plus longs et moins prévisibles que dans des pays concurrents, et les programmes fédéraux existants ne sont pas toujours bien adaptés à la fabrication de produits alimentaires et d'ingrédients novateurs.

En résumé, l'offre est là. Nous constatons une demande nationale et mondiale pour les ingrédients issus de nos cultures. Nous avons des entreprises qui ont l'ambition de se développer, mais elles ne peuvent y parvenir seules. Ce qui nous manque, c'est un effort coordonné pour favoriser cette expansion. À cet égard, il existe des mesures concrètes que le gouvernement fédéral peut prendre. À court terme, nous pouvons utiliser les outils existants, en adaptant les critères des programmes, en permettant le cumul des aides et en raccourcissant les délais réglementaires.

À moyen terme, des mesures ciblées, telles que des sources de financement pour la fabrication de produits alimentaires et d'ingrédients ainsi qu'un accès élargi à des capitaux tolérants au risque, peuvent contribuer à combler le « maillon manquant ». À plus long terme, le Canada peut considérer la fabrication de produits alimentaires et d'ingrédients pour ce qu'elle est : une industrie nationale stratégique au même titre que celles de l'énergie et des minéraux critiques, soutenue par des crédits d'impôt à l'investissement, une réglementation modernisée et des politiques coordonnées.

Il s'agit en fin de compte de positionner le Canada pour l'avenir. Dans un monde où les chaînes d'approvisionnement sont fréquemment perturbées, les pays capables de produire, de transformer et de fournir des biens sur leur territoire seront plus sûrs et plus compétitifs.

Canada has everything it needs to lead. The question is whether we choose to capture the opportunity. We grow it here. We should make it here.

Thank you. I look forward to your questions.

The Chair: Perfectly timed. Thank you very much, Tyler. Next, we will go to Ms. Haeri, who is here in the room with us, from Food Link Society. Thank you.

Zahra Haeri, Board Member, Food Link Society: Good evening, chair and honourable senators. Thank you for the opportunity to speak today. And a special thank you to the Honourable Senator Yonah Martin for giving Food Link Society the opportunity of being here today.

My name is Zahra Haeri. I am an Engineering Group Manager at General Motors Canada and a volunteer board member at Food Link Society.

In my professional role, I work on propulsion thermal management of electric vehicles. Outside of that work, my volunteer role exposes me to a very different kind of environmental problem, one that directly affects food security across Canada.

Canada does not have a food shortage problem. We have a distribution and coordination problem. Every day, large volumes of perfectly fine food are lost, not because it isn't needed, but because it is not moved in time to where it is needed most.

At Food Link Society, we have built a practical, working solution to this problem.

We operate across 11 cities, 26 distribution sites and have more than 400 volunteers. In 2025 alone, we rescued over 2.5 million pounds of food, delivered 1.8 million meals, supported more than 184,000 food access visits and prevented over 6 million pounds of CO₂ emissions. Last year, we redistributed over \$11 million worth of food and in-kind support into the community, while operating on less than \$600,000 in total revenue.

This work has led to Food Link Society being recognized by United Way BC as the largest food recovery organization in the Lower Mainland of British Columbia.

This is not a pilot. This is a functioning system.

Le Canada a tout ce qu'il faut pour jouer un rôle de premier plan. La question est de savoir si nous choisirons de saisir cette occasion. Nous cultivons ici. Nous devrions fabriquer ici.

Merci. Je me réjouis de répondre à vos questions.

La présidente : Vous avez respecté parfaitement le temps. Merci beaucoup, monsieur Tyler. La parole est maintenant à Mme Haeri, de la Food Link Society. Elle se trouve ici avec nous. Merci.

Zahra Haeri, membre du conseil d'administration, Food Link Society : Madame la présidente, honorables sénateurs, bonsoir. Je vous remercie de me donner l'occasion de prendre la parole aujourd'hui. Je tiens tout particulièrement à remercier l'honorable sénatrice Yonah Martin d'avoir permis à la Food Link Society d'être présente ici aujourd'hui.

Je m'appelle Zahra Haeri. Je suis chef du groupe ingénierie chez General Motors Canada et membre bénévole du conseil d'administration de la Food Link Society.

Dans le cadre de mes fonctions, je travaille sur la gestion thermique des systèmes de propulsion des véhicules électriques. En dehors de ce travail, mon engagement bénévole me confronte à un tout autre type de problème environnemental, qui touche directement la sécurité alimentaire à travers le Canada.

Le Canada ne souffre pas d'une pénurie alimentaire. Nous sommes confrontés à un problème de distribution et de coordination. Chaque jour, d'importantes quantités de denrées alimentaires parfaitement comestibles sont perdues, non pas parce qu'elles ne sont pas nécessaires, mais parce qu'elles ne sont pas acheminées à temps là où on en a le plus besoin.

Chez Food Link Society, nous avons mis au point une solution concrète et efficace pour remédier à ce problème.

Nous sommes présents dans 11 villes, nous disposons de 26 sites de distribution et nous comptons plus de 400 bénévoles. Rien qu'en 2025, nous avons récupéré plus de 2,5 millions de livres de nourriture, livré 1,8 million de repas, permis plus de 184 000 visites aux fins d'accès aux aliments et évité plus de 6 millions de livres d'émissions de CO₂. L'année dernière, nous avons redistribué plus de 11 millions de dollars de denrées alimentaires et d'aide en nature au sein de la communauté, tout en fonctionnant avec un revenu total inférieur à 600 000 \$.

Ce travail a valu à la Food Link Society d'être reconnue par Centraide de la Colombie-Britannique comme le plus grand organisme de récupération alimentaire de la région du Lower Mainland, en Colombie-Britannique.

Il ne s'agit pas d'un projet pilote. C'est un système qui fonctionne.

What it demonstrates is simple: This is not a supply issue. It is an infrastructure issue. We already have the food. We already have the demand. What's missing is the system that connects the two efficiently, reliably and at scale.

Food Link Society focuses on what is often overlooked — the last mile. The final step that ensures food actually reaches people.

We not only serve individuals and families directly, but also supply food to other charities, community organizations and churches, strengthening their capacity and expanding the reach of the entire system. We also distribute food directly through community settings, such as affordable housing and schools, reaching people earlier and helping reduce reliance on emergency food services. In doing so, we help reduce pressure on food banks and front-line services.

We work closely with national partners like Second Harvest, and we were honoured to receive their Frontline Impact Award in British Columbia.

This reflects strong collaboration across the sector, but it also highlights a gap. There is currently no clear and consistent funding pathway to support local, last-mile food recovery infrastructure, even though this is where the impact is delivered. As a result, the system remains fragmented, reactive and more costly than it needs to be.

What we are demonstrating is a complementary approach. We recover surplus food in real time, move it quickly through local networks and deliver it efficiently into communities. We are not creating supply. We are unlocking it.

Food banks and charities play a critical role, but they largely operate downstream, responding to need. Food recovery infrastructure, however, operates upstream by preventing waste before it happens, improving food quality and consistency, and strengthening the entire system.

The opportunity in Canada is not to replace what exists, but to strengthen it by filling the gaps and missing layer, which is a coordinated, well-supported last-mile infrastructure.

Ce que cela démontre est simple : il ne s'agit pas d'un problème d'approvisionnement. C'est un problème d'infrastructure. La nourriture est là. La demande est là. Ce qui manque, c'est le système qui relie les deux de manière efficace, fiable et à grande échelle.

La Food Link Society se concentre sur ce qui est souvent négligé : le dernier kilomètre, la dernière étape qui garantit que la nourriture parvienne réellement aux personnes.

Nous ne nous contentons pas de venir directement en aide aux personnes et aux familles. Nous fournissons également de la nourriture à d'autres associations caritatives, organisations communautaires et églises, renforçant ainsi leurs capacités et élargissant la portée de l'ensemble du système. Nous distribuons aussi de la nourriture directement dans la collectivité, par exemple dans les logements sociaux et les écoles, ce qui nous permet d'atteindre les personnes plus tôt et de contribuer à réduire leur dépendance vis-à-vis des services alimentaires d'urgence. Ce faisant, nous contribuons à alléger la pression qui pèse sur les banques alimentaires et les services de première ligne.

Nous travaillons en étroite collaboration avec des partenaires nationaux tels que Deuxième Récolte, et nous avons eu l'honneur de recevoir son Prix d'excellence en engagement communautaire en Colombie-Britannique.

Cela reflète une collaboration solide à travers le secteur, mais cela met également en évidence une lacune. Il n'existe actuellement aucun mécanisme de financement clair et stable pour soutenir les infrastructures locales de récupération alimentaire du dernier kilomètre, bien que ce soit là que l'impact se fasse sentir. En conséquence, le système reste fragmenté, réactif et plus coûteux qu'il ne devrait l'être.

Nous proposons une approche complémentaire. Nous récupérons les surplus alimentaires en temps réel, les acheminons rapidement via des réseaux locaux et les distribuons efficacement aux communautés. Nous ne créons pas d'offre. Nous la rendons accessible.

Les banques alimentaires et les associations caritatives jouent un rôle essentiel, mais elles interviennent principalement en aval, en répondant aux besoins. Les infrastructures de récupération alimentaire, en revanche, interviennent en amont en prévenant le gaspillage avant qu'il ne se produise, en améliorant la qualité des aliments et la régularité de l'approvisionnement alimentaire, et en renforçant l'ensemble du système.

Au Canada, l'enjeu n'est pas de remplacer ce qui existe, mais de le renforcer en comblant les lacunes et en mettant en place l'élément manquant, à savoir une infrastructure coordonnée et bien soutenue pour le « dernier kilomètre ».

So our recommendations are, first, to establish a dedicated federal fund for food recovery infrastructure. Second, ensure funding models include direct support for local, last-mile delivery organizations. Third, integrate food recovery into national strategies across food security, climate and supply chain policy. Because this is not only about food access; it is also about reducing greenhouse gas emissions, improving system efficiency and making better use of resources we already have.

We are not here to ask for support for one organization. We are here to demonstrate that a better system already exists and that it can be scaled. We already have the food. We already have the demand and capacity. We've built the last-mile infrastructure. What we need right now is a system that recognizes and supports it. Thank you.

The Chair: Again, perfectly timed. Thank you. No pressure on you, Mr. Pryce. We have you up next.

Paul Pryce, Director of Policy and Government Relations, BC Agriculture Council: Thank you so much, Madam Chair and members of the committee, for the opportunity to address you today. Although the day is still quite young here on the West Coast, I understand it has already been a very full day for you there, so I will try to keep my comments brief.

My name is Paul Pryce, and I have the pleasure of serving as Director of Policy and Government Relations at BC Agriculture Council, or BCAC.

Our organization is comprised of 29 distinct commodity groups from across British Columbia, through which we represent about 20,000 farm families, producing 96% of the farm gate sales in the province. I should also note that we are, in turn, a member of the Canadian Federation of Agriculture, or CFA.

Geopolitical tensions and disruptions to international trade have brought the topic of food security to the front of mind for many Canadians, if it ever left their thoughts after the COVID-19 pandemic. In British Columbia, the importance of this issue has been keenly felt, as repeated severe flood events have affected hundreds of farms and threatened to cut off access to the Port of Vancouver. Although the flooding this past December was not as severe, the 2021 floods saw 1,400 farms impacted, encompassing 15,000 hectares of some of the most productive farmland in the country.

Nos recommandations sont donc les suivantes : premièrement, établir un fonds fédéral dédié aux infrastructures de récupération alimentaire. Deuxièmement, veiller à ce que les modèles de financement prévoient un soutien direct aux organisations locales de livraison pour le « dernier kilomètre ». Troisièmement, intégrer la récupération alimentaire dans les stratégies nationales relatives à la sécurité alimentaire, au climat et aux politiques sur la chaîne d'approvisionnement. Car il ne s'agit pas seulement de favoriser l'accès à la nourriture; il s'agit également de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer l'efficacité du système et de tirer meilleur parti des ressources dont nous disposons déjà.

Nous ne sommes pas ici pour solliciter du soutien pour une seule organisation. Nous sommes ici pour démontrer qu'un meilleur système existe déjà et qu'il peut être déployé à plus grande échelle. Nous disposons déjà de la nourriture. La demande et la capacité sont déjà là également. Nous avons construit l'infrastructure du dernier kilomètre. Ce dont nous avons besoin en ce moment, c'est d'un système qui reconnaisse et soutienne tout cela. Merci.

La présidente : Vous aussi, vous avez parfaitement respecté le temps. Merci. Aucune pression, monsieur Pryce. Vous êtes le suivant.

Paul Pryce, directeur des politiques et des relations gouvernementales, BC Agriculture Council : Je vous remercie vivement, madame la présidente et chers membres du comité, de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui. Bien que la journée soit encore jeune ici, sur la côte Ouest, je crois savoir qu'elle a déjà été bien remplie pour vous là-bas; je m'efforcerai donc d'être bref.

Je m'appelle Paul Pryce et j'ai le plaisir d'occuper le poste de directeur des politiques et des relations gouvernementales au BC Agriculture Council, ou le BCAC.

Notre organisation regroupe 29 groupes de producteurs distincts provenant de toute la Colombie-Britannique, par l'intermédiaire desquels nous représentons environ 20 000 familles d'agriculteurs, qui génèrent 96 % des ventes à la ferme de la province. Je tiens également à préciser que notre organisation est membre de la Fédération canadienne de l'agriculture.

Les tensions géopolitiques et les perturbations du commerce international ont remis la question de la sécurité alimentaire au premier plan dans l'esprit de nombreux Canadiens, si tant est qu'elle n'en soit jamais sortie depuis la pandémie de COVID-19. En Colombie-Britannique, l'importance de cette question a été vivement ressentie, car des épisodes répétés d'inondations sévères ont touché des centaines d'exploitations agricoles et menacé de couper l'accès au port de Vancouver. Bien que les inondations de décembre dernier n'aient pas été aussi graves, celles de 2021 ont touché 1 400 exploitations agricoles, couvrant

We believe that food security begins with farmers. When farmers are safe and have the support they need to do whatever it is they need to do, they are able to overcome any challenges that might be thrown at them to produce the exceptional goods that Canadians enjoy.

Too often, however, farmers must produce these goods while also fulfilling an ever-growing and sometimes conflicting list of regulatory requirements. Different levels of government may have the best of intentions and, understandably, wish to show that they are safeguarding the interests of their constituents. But if food security is one of the top concerns for Canadians, then we believe it is important to return to the fundamental question: What is the purpose of farming? Is the purpose of farming to feed Canadians, or are there other considerations that should take priority?

If farming is indeed critical to food security, as we at BCAC believe, then there are a few tangible steps that governments can take. One is to recognize agriculture as an essential service. Another is to recognize farms as critical infrastructure.

To be clear, we do not wish for our sector to be designated as an essential service for the purposes of the Labour Relations Act. We don't want to see anyone's right to strike restricted.

However, in Canada's National Strategy for Critical Infrastructure, farms were recognized as critical infrastructure. Public Safety Canada, in its *Guidance on Essential Services and Functions in Canada During the COVID-19 Pandemic*, listed agriculture as an essential service. Immigration, Refugees and Citizenship Canada, or IRCC, also lists agriculture and agri-food as an essential service for the purposes of determining which applications to prioritize. For what it's worth, the Government of B.C. also recognized agriculture as an essential service during the pandemic, and a recent provincial task force established by Premier David Eby acknowledged that agriculture provides an essential service.

Recognition of this status in terms of policies and programs does not mean exempting farmers from all the rules for all time. After all, during COVID-19 restrictions, farmers were still required to follow public health orders.

15 000 hectares parmi les terres agricoles les plus productives du pays.

Nous sommes d'avis que la sécurité alimentaire commence avec les agriculteurs. Lorsque ces derniers se sentent en sécurité et bénéficient du soutien dont ils ont besoin pour mener à bien leurs activités, ils sont en mesure de surmonter tous les obstacles qui se dressent sur leur chemin afin de produire les produits d'exception dont profitent les Canadiens.

Or, trop souvent, les agriculteurs doivent produire ces denrées tout en se conformant à une liste toujours plus longue et parfois contradictoire d'exigences réglementaires. Les différents ordres de gouvernement peuvent avoir les meilleures intentions et, naturellement, souhaiter montrer qu'ils défendent les intérêts de leurs électeurs. Mais si la sécurité alimentaire est l'une des principales préoccupations des Canadiens, nous estimons qu'il est important de revenir à la question fondamentale : quel est le but de l'agriculture? Est-il de nourrir les Canadiens, ou y a-t-il d'autres considérations qui devraient primer?

Si l'agriculture est effectivement essentielle à la sécurité alimentaire, comme nous le croyons au BCAC, alors il existe quelques mesures concrètes que les gouvernements peuvent prendre. Il s'agit d'abord de reconnaître l'agriculture comme un service essentiel, puis de reconnaître les fermes comme des infrastructures essentielles.

Pour être clairs, nous ne souhaitons pas que notre secteur soit désigné comme un service essentiel aux fins de la Loi sur les relations de travail. Nous ne voulons voir restreint le droit de grève de personne.

Cependant, dans la Stratégie nationale sur les infrastructures essentielles du Canada, les exploitations agricoles ont été reconnues comme des infrastructures essentielles. De plus, Sécurité publique Canada, dans son document *Orientation sur les services et les fonctions essentiels au Canada pendant la pandémie de la COVID-19*, a classé l'agriculture parmi les services essentiels. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada classe également l'agriculture et l'agroalimentaire parmi les services essentiels aux fins de la détermination des demandes à traiter en priorité. En outre, le gouvernement de la Colombie-Britannique a également reconnu l'agriculture comme un service essentiel pendant la pandémie, et un groupe de travail provincial récemment mis sur pied par le premier ministre David Eby a reconnu que l'agriculture fournit un service essentiel.

La reconnaissance de ce statut dans les politiques et les programmes ne signifie pas pour autant que les agriculteurs bénéficient d'une exemption permanente de l'ensemble de la réglementation. Après tout, pendant les restrictions liées à la COVID-19, les agriculteurs étaient toujours tenus de respecter les directives de la santé publique.

What it means, however, is shifting our mindset toward removing as many obstacles as possible so that farmers have a clear path to success or even, in some situations, to survival. For example, in B.C., farmers have historically been required to evacuate from their farms in disaster situations even when it may be safer for them to shelter in place.

Recognizing farms as critical infrastructure and farmers as essential services means finding a path to reconcile existing laws with the need to allow some farmers to stay where they are if it's safest. Failing to make that recognition means preserving a one-size-fits-all solution — one that is bureaucratically clean but is oftentimes messy in its implementation.

We hope that the committee's report can advance this recommendation to call on the Government of Canada and other levels of government to recognize agriculture as an essential service.

I look forward to answering any questions the committee members may have.

Thank you once again, Madam Chair.

The Chair: Thank you, Paul. You won. You came in under the five-minute mark.

Thank you very much to all our presenters. We will now proceed to questions from senators. Senators will each have five minutes, and that does include their questions and your answers. We will first go to our deputy chair, Senator McNair.

Senator McNair: Congratulations to the witnesses tonight on being so tight on timing. I think this was a record as far as having people cross the line just at the right time.

My question is for Mr. Groeneveld. My understanding is that Protein Industries Canada, or PIC, is one of Canada's five Global Innovation Clusters, and in a news release on February 25 of this year, PIC announced the Strengthening the Canadian Supply Chain Program to help Canadian companies remain competitive in the wake of global trade uncertainties. My understanding is a total of \$1.7 million has been invested in nine projects from B.C. to Quebec, with PIC committing \$1.3 million and the companies committing the remainder.

Could you advise how the nine companies were selected for this initiative, and how might this initiative increase food production and value-added agriculture in Canada? I'm also

Cela signifie toutefois qu'il faut changer notre façon de penser afin d'éliminer autant d'obstacles que possible, de manière à ce que les agriculteurs aient une voie claire vers la réussite, ou, dans certains cas, vers leur propre survie. Par exemple, en Colombie-Britannique, les agriculteurs ont toujours été tenus d'évacuer leurs exploitations en cas de catastrophe, même lorsqu'il aurait pu être plus sûr pour eux de se mettre à l'abri sur place.

Reconnaître les exploitations agricoles comme des infrastructures essentielles et les agriculteurs comme prestataires de services essentiels signifie de concilier les lois existantes avec la nécessité de permettre à certains agriculteurs de rester sur les lieux, par mesure de sécurité. Ne pas reconnaître cela revient à maintenir une solution unique pour tous — une solution qui est bureaucratiquement irréfutable, mais dont la mise en œuvre est souvent chaotique.

Nous espérons que le rapport du comité permettra de donner suite à cette recommandation visant à demander au gouvernement du Canada et aux autres ordres de gouvernement de reconnaître l'agriculture comme un service essentiel.

Je me ferai un plaisir de répondre à toutes les questions des membres du comité.

Je vous remercie encore une fois, madame la présidente.

La présidente : Je vous remercie, monsieur Pryce. Vous avez gagné. Vous avez fini en moins de cinq minutes.

Merci beaucoup à tous nos témoins. Nous allons maintenant passer aux questions des sénateurs. Chaque sénateur disposera de cinq minutes, incluant les questions et les réponses. La parole est d'abord à notre vice-président, le sénateur McNair.

Le sénateur McNair : Félicitations aux témoins d'aujourd'hui pour avoir si bien respecté le temps imparti. Je pense que c'était un record. Tout le monde a terminé exactement au moment opportun.

Ma question s'adresse à monsieur Groeneveld. À ma connaissance, Protein Industries Canada, PIC, est l'une des cinq grappes d'innovation mondiales du Canada, et dans un communiqué de presse du 25 février de cette année, PIC a annoncé la création du Programme de renforcement de la chaîne d'approvisionnement canadienne, conçu pour aider les entreprises canadiennes à soutenir la concurrence malgré les incertitudes qui entourent le commerce mondial. Selon ce que je comprends, une somme de 1,7 million de dollars a été investie dans neuf projets — de la Colombie-Britannique au Québec — dont 1,3 million provient de PIC et le reste, des entreprises participantes.

Pourriez-vous indiquer comment on a sélectionné les neuf entreprises qui participent à cette initiative, et en quoi l'initiative pourrait faire augmenter la production alimentaire et la valeur de

curious on your opinion on how \$1.7 million in funding is sufficient to help Canadian companies remain competitive and deal with supply chain issues.

Mr. Groeneveld: Thank you for the question, senator. Strengthening the Canadian Supply Chain Program was a program Protein Industries Canada put in place for Canadian food manufacturers to take a look at their ingredient panel and, really, take a look at where the ingredients they use in their consumer-facing products originated from.

The money we have invested helped these 13 companies so far. We have put out two different intake opportunities for companies to come to us and say, look, we recognize there are ingredients that we are using that we're importing from other countries — often the U.S. but as far away as India — in a recent announcement we just had. So we're helping them look for Canadian-made ingredients and helping them reformulate their ingredient panels. They don't want to change the taste or texture. They want broad consumer appeal. If we can use Canadian cereals or pulses or whatever the ingredient may be that they are trying to replace, then there is very important and expensive research that needs to be completed in order to assess whether you still have the functionality, the nutrition, everything that you require in the promise that they make to consumers.

This is just the beginning. Fortunately, these companies have identified their needs. We have an independent project selection committee that takes a look and says yes, there is an opportunity, and we help those companies co-invest. So they must invest, and we also contribute significant funds in the expensive reformulation, testing and all the analytical work that they need to do.

So this is just the beginning. I think that \$1.7 million that we have invested was money exceptionally well spent when there are 13 companies now across the country that are using more Canadian ingredients. This is, by definition, food security by strengthening supply chains. So I believe that if we continue this type of program, we would continue to find more opportunities and more companies, recognizing that there may be Canadian ingredients that they are just not aware of.

Senator McNair: Thank you for that. Congratulations on the success so far. What further support is needed from the federal government to help Canadian manufacturers and processors

l'agriculture au Canada? Je suis également curieux de connaître comment, à votre avis, un financement de 1,7 million de dollars peut suffire à aider les entreprises canadiennes à rester compétitives et à surmonter les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement.

M. Groeneveld : Merci de la question, sénateur. Le Programme de renforcement de la chaîne d'approvisionnement canadienne a été mis en place par Protein Industries Canada pour permettre aux fabricants alimentaires canadiens d'examiner la liste des ingrédients de leurs produits et, surtout, de vérifier la provenance des ingrédients qu'ils utilisent dans leurs produits destinés aux consommateurs.

Les fonds que nous avons investis ont aidé ces 13 entreprises jusqu'à présent. Comme nous l'avons souligné dans une annonce récente, nous avons offert deux occasions distinctes aux entreprises de venir nous voir et de nous dire qu'elles sont conscientes qu'elles utilisent des ingrédients importés d'autres pays — souvent des États-Unis, mais parfois d'aussi loin que l'Inde. Nous les aidons donc à rechercher des ingrédients produits au Canada et à reformuler la liste de leurs ingrédients. L'objectif n'est pas de modifier le goût ou la texture, mais de conserver un large attrait auprès des consommateurs. Si nous pouvons utiliser des céréales ou des légumineuses canadiennes, ou tout autre ingrédient qu'elles cherchent à remplacer, il faut alors mener des recherches très importantes et coûteuses afin d'évaluer si le produit conserve la fonctionnalité, la valeur nutritionnelle et tout ce qui est nécessaire pour tenir la promesse faite aux consommateurs.

Ce n'est que le début. Heureusement, ces entreprises ont déterminé leurs besoins. Nous disposons d'un comité indépendant de sélection des projets qui examine les dossiers et confirme que c'est possible, après quoi nous accompagnons ces entreprises par le biais du co-investissement. Ces entreprises doivent donc investir. Notre rôle consiste à apporter une contribution financière importante pour financer la reformulation, les essais et tout le travail d'analyse coûteux qu'elles doivent faire.

Donc, ce n'est que le début. Je pense que les 1,7 million de dollars que nous avons investis ont été particulièrement bien dépensés, puisque 13 entreprises à travers le pays utilisent désormais davantage d'ingrédients canadiens. Il s'agit, par définition, d'assurer la sécurité alimentaire par le renforcement des chaînes d'approvisionnement. Je crois donc que si nous poursuivons ce type de programme, nous continuerons à trouver davantage de possibilités et d'entreprises, en leur faisant prendre conscience qu'il existe peut-être des ingrédients canadiens dont elles n'ont tout simplement pas connaissance.

Le sénateur McNair : Je vous remercie. Félicitations pour les succès réalisés jusqu'à présent. Quel soutien supplémentaire faudrait-il de la part du gouvernement fédéral pour aider les

create or reformulate products for the Canadian market using home-grown ingredients?

Mr. Groeneveld: This is what we call capacity-building dollars that we use to invest here, senator. We, unfortunately, do not have an endless supply of funds to help Canadian industry, but we are back now working — this is a national opportunity, as you highlighted. We continue to seek the types of funds so we can undertake projects like the Strengthening the Canadian Supply Chain Program. This type of program and programs in addition to that, like unlocking growth capital that I highlighted in my announcement or looking for opportunities to really close the gaps for companies that are very well cash-flow positive but have opportunities to build more and produce more in Canada. That's the opportunity, and it requires long-term funding.

That's why I advocate that this needs to be a national priority sector for the country aligned with critical minerals and energy.

Senator McNair: Thank you for that.

Senator Muggli: Thank you to the witnesses for being here. My first question is for Mr. Groeneveld. Just going on your "grow it here, make it here," comment, I wonder if there are themes regarding particular products where there has been processing advancement. Are there any themes in terms of what kinds of products are being processed here or success stories you can tell us about?

Mr. Groeneveld: I think the leading success story, senator, is the Canadian canola industry, and that's a crop that has come along in the last 50 years. Let's use that. It seems like a long time, but in the history of Canada and our agricultural production, it is relatively young — 75% to 80% of the canola we grow in Canada, we do some initial processing by crushing that crop into oil and canola meal, which is protein and fibre. But the opportunities are there to look at these other crops. It was in the 1800s that the first country elevator was built outside of Winnipeg. But we have a long history of growing it. You aggregate it into an elevator and put it on a train and send it to port, and you send that raw commodity around the world.

Outside of canola, I would say that just about every other crop we grow across the country — some of them are very scalable crops from the Prairies, but there are also very valuable crops in central Canada, Atlantic Canada and B.C. that we can add incremental value. But we need to start quick — in addition to shipping commodities around the world, which we always will given the abundance of what we produce, making it here is

fabricants et les transformateurs canadiens à créer ou à reformuler des produits pour le marché canadien en y intégrant des ingrédients locaux?

M. Groeneveld : C'est ce que nous appelons les fonds destinés au renforcement des capacités, que nous utilisons pour investir, sénateur. Nous n'avons malheureusement pas des ressources financières illimitées pour aider l'industrie canadienne, mais nous travaillons... Il s'agit là d'une occasion nationale, comme vous l'avez souligné. Nous continuons à rechercher ce type de financement afin de pouvoir mener à bien des projets tels que le Programme de renforcement de la chaîne d'approvisionnement canadienne. Ce type de programme, ainsi que d'autres initiatives, comme la mobilisation de capitaux de croissance que j'ai mentionnée dans mon annonce, vise à combler les lacunes pour les entreprises qui sont très rentables, mais qui ont la possibilité de se développer davantage et d'accroître leur capacité de production au Canada. C'est là où réside l'occasion, mais il faut un financement à long terme.

C'est la raison pour laquelle je plaide pour que ce secteur devienne une priorité nationale pour le pays, au même titre que les secteurs des minéraux critiques et de l'énergie.

Le sénateur McNair : Je vous en remercie.

La sénatrice Muggli : Merci aux témoins d'être ici. Ma première question s'adresse à monsieur Groeneveld. Je voudrais revenir sur ce que vous avez dit, à savoir « Nous cultivons ici. Nous devrions fabriquer ici. » Je me demande s'il y a des types de produits en particulier pour lesquels on a constaté des progrès en matière de transformation. Y a-t-il des types de produits précis qui sont transformés ici, ou avez-vous des exemples de réussite dont vous pourriez nous parler?

M. Groeneveld : Je pense que la plus grande réussite, sénatrice, est celle de l'industrie canadienne du canola, une culture qui s'est développée au cours des 50 dernières années. Prenons cet exemple. Cela semble être une longue période, mais dans l'histoire du Canada et de notre production agricole, c'est relativement récent. Entre 75 et 80 % du canola que nous cultivons au Canada subit une première transformation par trituration pour produire de l'huile et de la farine de canola, qui contient des protéines et des fibres. Il y a aussi des occasions intéressantes à saisir avec d'autres cultures. C'est dans les années 1800 que le premier silo primaire a été construit à l'extérieur de Winnipeg. Nous cultivons cette plante depuis longtemps. On collecte cette matière première dans un silo, on la charge dans un train et on l'envoie au port, puis on l'expédie à travers le monde.

En plus du canola, je dirais que presque toutes les autres cultures que nous produisons à travers le pays — certaines sont des cultures à fort potentiel de développement dans les Prairies, mais il existe également des cultures de grande valeur dans le centre du Canada, au Canada atlantique et en Colombie-Britannique — offrent la possibilité d'ajouter une valeur supplémentaire. Mais nous devons nous y mettre

saying let's take a percentage of that and look for value-added opportunities to generate significant economic value here that we have traditionally allowed other areas of the world to capture.

Senator Muggli: Just as an example, what would it take to stand up a pasta-processing plant?

Mr. Groeneveld: Great example. Isn't that ironic? We grow 5 million acres of durum wheat that becomes pasta, and aside from a few small plants, we ship most of it to the U.S. or Italy or it goes to North Africa into couscous. We import back from the U.S. and Italy a lot of pasta that we consume, and that is a concern. We're vulnerable there. We do not have the ability to process it here, so when we do have that 1-in-100-year crop failure, we are not solving for our own problems first. We are shipping it somewhere else and it is coming back.

What is required is that we need to recognize that capital — and we talk about stacking programs. The Government of Saskatchewan and the federal government can create a strong economic environment for a company to build in southern Saskatchewan. Let's build where the crop is grown and create the semolina that turns into pasta. It just requires stacked programs that give industry the incentive to build it here versus export it there and then bring it home and often at a much higher cost than if we did all that work ourselves.

Senator Muggli: Okay. I had a couple of questions also for Ms. Haeri. Where does most of the rescued food come from?

Ms. Haeri: [Technical difficulties] grocery stores, and we gather the surplus food there. We built a network through Reliance, Food Basics, and there are different areas that we go gather food depending on what type of relationship we have with the stores. We are reputable, and people trust us now because we operate on time. We gather surplus food. These are foods that are before their best before date. Chain grocery stores and big grocery stores usually throw out food before the best before date. This is perfectly fine food. We go gather those for free and distribute it through a different place.

rapidement. Nous exportons nos matières premières à travers le monde, et nous continuerons de le faire compte tenu de l'abondance de notre production, mais en les transformant ici, nous nous trouvons à prendre une partie de cette production et à créer de la valeur ajoutée pour générer, dans le pays, des avantages économiques considérables dont ont toujours profité d'autres régions du monde.

La sénatrice Muggli : À titre d'exemple, que faudrait-il pour mettre en place une usine de transformation aux fins de la production de pâtes?

M. Groeneveld : Excellent exemple. N'est-ce pas ironique? Nous cultivons 5 millions d'acres de blé dur destiné à la fabrication de pâtes. Nous fournissons quelques petites usines, mais nous en expédions la majeure partie aux États-Unis ou en Italie, ou encore en Afrique du Nord pour la fabrication de couscous. Nous réimportons des États-Unis et d'Italie une grande partie des pâtes que nous consommons, et cela pose un problème. Nous sommes vulnérables sur ce point. Nous n'avons pas la capacité de transformation ici, donc lorsque nous subissons cette mauvaise récolte qui n'arrive qu'une fois tous les cent ans, nous ne pouvons pas d'abord régler nos propres problèmes. Nous expédions notre blé ailleurs, puis il nous revient.

Ce qu'il faut, c'est reconnaître que le capital... Nous parlons ici du cumul de programmes. Le gouvernement de la Saskatchewan et le gouvernement fédéral peuvent créer un environnement économique solide pour inciter une entreprise à s'implanter dans le sud de la Saskatchewan. Nous devons construire les usines là où les céréales sont cultivées et produire la semoule qui servira à fabriquer les pâtes. Il suffit pour cela de mettre en place une série de mesures incitant l'industrie à fabriquer ici plutôt que d'exporter les céréales ailleurs pour ensuite les réimporter, souvent à un coût bien plus élevé que si nous faisons le travail nous-mêmes.

La sénatrice Muggli : D'accord. J'ai également quelques questions pour Mme Haeri. D'où provient la majeure partie des aliments récupérés?

Mme Haeri : [Difficultés techniques] des épiceries, où nous récupérons les surplus alimentaires. Nous avons mis en place un réseau grâce à Reliance et Food Basics, et nous nous rendons dans différents quartiers pour collecter de la nourriture, en fonction du type de relation que nous entretenons avec les magasins. Nous avons acquis une bonne réputation et les gens nous font désormais confiance, car nous agissons à temps. Nous récupérons les surplus alimentaires. Ce sont des aliments dont la date limite de consommation n'est pas encore atteinte. Les chaînes de supermarchés et les grands magasins jettent généralement ces aliments avant la date limite de consommation. Or, ces aliments sont parfaitement comestibles. Nous allons les récupérer gratuitement et les distribuons dans un autre endroit.

Senator Muggli: Are you gathering any of it from producers that are maybe unable to sell excess production?

Ms. Haeri: No, from grocery stores.

Senator Muggli: You talked about infrastructure. What kind of infrastructure is required? Are you talking about coolers and things such as that.

Ms. Haeri: Exactly. There are three main things: the refrigerated transportation; cold storage, and, potentially, reliable, stable funding that we could rely on to operate.

Senator Muggli: Thank you.

Ms. Haeri: No problem.

Senator Black: My question is for the Food Link Society. We were in Toronto a few weeks ago, and we met with an organization similar to yours.

Are you learning and collaborating with similar like-minded organizations across the country? Is there some sort of dialogue between you?

Ms. Haeri: We have very close collaboration with a lot of different industries. For instance, this is not a food recovery. Second Harvest is one of the biggest food banks that we have.

We had our team in Toronto visit their facility last year and have a talk and see how we can potentially help for increasing our scope of impact. Also, we won the Frontline Impact Award from Second Harvest, which shows that close collaboration.

But regardless of how closely we work with similar organizations like ourselves, we still have a gap. One thing our organization does — and I believe it is innovative in avoiding food waste — is that currently, we do not rely on storage or anything. We distribute it in real time.

So we have a solution. We just need to scale it larger, and for that, we need your help. But, yes, we do collaborate closely, and we learn from them.

Senator Black: Mr. Pryce, what, in your mind, would be investments that would most strengthen Canada's food system?

Mr. Pryce: Thank you, Senator Black, for the question, and thank you, Madam Chair, for the opportunity to respond.

La sénatrice Muggli : Recueillez-vous certains de ces produits auprès de producteurs qui ne parviennent peut-être pas à écouler leur surplus de production?

Mme Haeri : Non, auprès des épiceries.

La sénatrice Muggli : Vous avez parlé d'infrastructures. De quel type d'infrastructures s'agit-il? Parlez-vous de réfrigérateurs et d'équipement de ce genre?

Mme Haeri : C'est exactement cela. Il y a trois éléments principaux : le transport frigorifique, l'entreposage frigorifique et, éventuellement, un financement fiable et stable sur lequel nous pourrions compter pour fonctionner.

La sénatrice Muggli : Merci.

Mme Haeri : Avec plaisir.

Le sénateur Black : Ma question s'adresse à la Food Link Society. Nous étions à Toronto il y a quelques semaines et nous avons rencontré une organisation semblable à la vôtre.

Échangez-vous à des fins d'apprentissage et de collaboration avec des organisations aux vues similaires à travers le pays? Existe-t-il une forme de dialogue entre vous?

Mme Haeri : Nous collaborons très étroitement avec de nombreux secteurs d'activité différents. Par exemple, il ne s'agit pas ici de récupération alimentaire. Deuxième Récolte est l'une des plus grandes banques alimentaires avec lesquelles nous travaillons.

Notre équipe s'est rendue à Toronto dans leurs installations l'année dernière pour discuter et voir comment nous pourrions éventuellement les aider à accroître notre impact. De plus, nous avons remporté le Prix d'excellence en engagement communautaire de Deuxième Récolte, ce qui témoigne de cette collaboration étroite.

Mais peu importe à quel point nous collaborons étroitement avec des organisations similaires à la nôtre, il existe toujours un manque. Une chose que fait notre organisation — et je pense que c'est innovant pour éviter le gaspillage alimentaire —, c'est que, actuellement, nous ne dépendons pas du stockage ni d'aucun autre système. Nous distribuons les denrées en temps réel.

Nous avons donc une solution. Nous devons simplement la déployer à plus grande échelle, et pour cela, nous avons besoin de votre aide. Mais oui, nous avons des collaborations étroites et nous en tirons profit.

Le sénateur Black : Monsieur Pryce, selon vous, quels seraient les investissements qui renforceraient le plus le système alimentaire du Canada?

M. Pryce : Merci, sénateur Black, pour la question, et merci, madame la présidente, de me donner l'occasion d'y répondre.

I would say that strategic investments through the Next Policy Framework would be the key priority. It is important even in this period of fiscal restraint that the Next Policy Framework, the NPF, includes significant commitments into business risk management but also innovation. No farmer wants to see their crops devastated by a disaster and then looks to have a paycheque from the government. It is imperative that we have the opportunity to innovate and prevent those risks and proactively manage them. So a commitment to innovation and research is integral to achieving that outcome.

I hope that responds to the question, senator.

Senator Black: My last question is to Mr. Groeneveld. Good evening. It's nice to see you.

If you had the opportunity to put pen to paper, what one or two recommendations would you provide for this committee when they finalize their report?

Mr. Groeneveld: Thank you for the question. Food production and value-added agriculture need to be a national priority sector. The reason I say that is critical minerals, energy, auto, housing, defence, we don't argue with that, but the problem is capital flows to the national priorities because it means the government is committed to those sectors long term. Right now, agriculture and food production qualify, but it seldom gets invested in because it could change. That's why we need to elevate this national priority and have dedicated equity and funds that help companies build green field facilities and help companies scale that are cash-flow positive. We can do it coast to coast. This is a national opportunity.

Senator Black: That is what I hoped you would say. Thank you.

The Chair: I had a question for Zahra or Ali.

Looking at all levels of government — federal, provincial, territorial and municipal — what could governments do to enhance food access with broader social programs in communities throughout Canada? What could governments do to help the work you are doing, to make it easier? Are there tax credits? What ideas do you have?

Ms. Haeri: I can answer this, and then Ali can chime in with any additional points.

We are a food recovery distributor, and we are working upstream. We gather surplus food and redistribute it, making the whole system more efficient. However, we need to be recognized as essential infrastructure and ensure there are funding models

Je dirais que les investissements stratégiques dans le contexte du prochain cadre stratégique, ou PCS, devraient constituer la priorité absolue. Même en cette période d'austérité budgétaire, il est important que ce PCS comprenne des engagements importants en matière de gestion des risques de l'entreprise, mais aussi d'innovation. Aucun agriculteur ne veut voir ses cultures dévastées par une catastrophe et ensuite espérer recevoir un chèque de paie du gouvernement. Il est impératif que nous ayons la possibilité d'innover, de prévenir les risques et de les gérer de manière proactive. Un engagement en faveur de l'innovation et de la recherche est donc essentiel pour atteindre cet objectif.

J'espère que cela répond à la question, sénateur.

Le sénateur Black : Ma dernière question est pour M. Groeneveld. Bonsoir. Merci de votre présence.

Si vous aviez l'occasion de mettre vos idées par écrit, quelles recommandations formulerez-vous à l'intention de notre comité au moment de finaliser son rapport?

M. Groeneveld : Merci de la question. La production alimentaire et l'agriculture à valeur ajoutée doivent devenir un secteur prioritaire au niveau national. La raison pour laquelle je dis cela, c'est que les minéraux critiques, l'énergie, l'automobile, le logement, la défense, nous ne contestons pas l'importance de ces secteurs, mais le problème réside dans le financement des priorités nationales, car cela signifie que le gouvernement s'engage dans ces secteurs sur le long terme. Actuellement, l'agriculture et la production alimentaire répondent aux critères, mais on y investit rarement, car ces secteurs pourraient changer. C'est pourquoi nous devons élever cette priorité nationale et disposer de fonds propres et de fonds dédiés qui aident les entreprises à construire de nouvelles installations et à se développer de manière à être rentables. Nous pouvons le faire d'un océan à l'autre. C'est une occasion à l'échelle du pays.

Le sénateur Black : C'est ce que j'espérais que vous diriez. Merci.

La présidente : J'ai une question pour Zahra ou Ali Haeri.

Si l'on considère tous les niveaux de gouvernement — fédéral, provincial, territorial et municipal —, que pourraient faire les gouvernements pour améliorer l'accès à l'alimentation grâce à des programmes sociaux plus larges dans les communautés partout au Canada? Que pourraient faire les gouvernements pour soutenir votre travail et vous faciliter la tâche? Existe-t-il des crédits d'impôt? Quelles sont vos suggestions?

Mme Haeri : Je peux répondre à cette question, puis Ali pourra intervenir ensuite.

Nous sommes un distributeur spécialisé dans la récupération alimentaire et nous travaillons en amont. Nous recueillons les surplus alimentaires et les redistribuons, rendant ainsi l'ensemble du système plus efficace. Cependant, nous devons être reconnus

for us that we can apply and get. That's where one of my asks for stable, predictable funding is.

Usually, wherever we go, we are not under the category that covers us if we want to apply for any source of government funding. However, we are addressing three national issues, which are: food security, climate change and supply-chain efficiency.

That would be my ask, to be known as essential infrastructure and having funding models in place to help us work on the last mile.

The Chair: Thank you.

Ali Haeri, Treasurer, Food Link Society: I want to add something to whatever Zahra said on the previous question about where the food is coming from. Most of the food is coming through the warehouses. If you have seen the presentation that Zahra provided, the pallets of apples are only past their time, so a store is not accepting them because, in terms of the store, they don't have enough shelf life. Still, the apples are great. They are very strong and nutritious. We get pallets of food and give it to schools, and students get nutritious food on their tables.

The others are coming through the farms and warehouses. Those are the two other main sources of food we are getting.

To answer your other question, Senator Robinson, the last funds we got from the government were from the Local Food Infrastructure Fund, and it was in 2023. We bought one reefer truck through the cost-sharing fund. After that, we could not get anything because there was no open grant or funding or anything for food recovery charities and organizations. It happened to provincial and federal, both of them.

I don't want to say that they ignore us, but someone didn't see us, meaning that we are not visible. That is why we are telling the honourable senators sitting here that this is the area that was missed in Canada. We have a huge amount of resources. I'm pretty sure, because you are in agriculture and you are experts in that, \$50 billion is the amount of avoidable food cost that we can avoid. With that one, we can feed all Canadians for six months for free. It means that nobody needs to have any food. We only need to save the avoidable food waste happening in Canada.

comme une infrastructure essentielle et nous assurer qu'il existe des modèles de financement auxquels nous pouvons avoir accès. C'est pourquoi je demande notamment un financement stable et prévisible.

En général, nous ne répondons jamais aux critères qui nous permettraient de demander un financement gouvernemental. Cependant, nous nous attaquons à trois enjeux nationaux, à savoir : la sécurité alimentaire, les changements climatiques et l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement.

Je demande donc que l'on nous reconnaisse comme une infrastructure essentielle et que des modèles de financement soient mis en place pour nous aider à travailler sur le dernier kilomètre.

La présidente : Merci.

Ali Haeri, trésorier, Food Link Society : Je veux ajouter quelque chose à ce que Zahra a dit en réponse à la question précédente sur la provenance des denrées. La plupart des aliments transitent par les entrepôts. Les palettes de pommes dans la présentation de Zahra ont simplement dépassé leur date limite de vente, alors les magasins ne les acceptent pas, car, de leur point de vue, elles n'ont plus une durée de conservation suffisante. Cependant, les pommes sont excellentes. Elles sont très fermes et nutritives. Nous récupérons des palettes de denrées alimentaires et les distribuons aux écoles, et les élèves bénéficient ainsi d'une alimentation nutritive.

Les autres aliments proviennent de fermes et d'entrepôts. Ce sont là les deux autres principales sources d'approvisionnement alimentaire dont nous disposons.

Pour répondre à l'autre question, sénatrice Robinson, je peux dire que les derniers fonds que nous avons reçus du gouvernement provenaient du Fonds des infrastructures alimentaires locales, et cela remonte à 2023. Nous avons acheté un camion frigorifique grâce au partage des coûts. Après cela, nous n'avons plus rien obtenu, car il n'y avait aucune subvention, aucun financement, ni aucune aide disponible pour les organismes de bienfaisance et les organisations spécialisés dans la récupération alimentaire. C'était le cas tant au niveau provincial que fédéral.

Je ne veux pas dire qu'on nous ignore, mais on ne nous voit pas, ce qui signifie que nous ne sommes pas visibles. C'est pourquoi nous disons aux honorables sénateurs que c'est un secteur qui a été négligé au Canada. Nous disposons d'énormes ressources. Je suis presque sûr — vous connaissez l'agriculture et vous êtes des experts en la matière — que 50 milliards de dollars, c'est le coût du gaspillage alimentaire que nous pouvons éviter. Avec cette somme, nous pourrions nourrir gratuitement tous les Canadiens pendant six mois. Cela signifie que personne n'aurait besoin d'acheter des aliments. Il suffit de réduire le gaspillage alimentaire évitable qui se produit au Canada.

That's the thing Zahra is mentioning. They only see us as doing something that we should do and bring it back and at least help people in need. I am not talking about people with high incomes. We have a lot of people with low incomes and food banks that are stretching a lot. This is the way we can help them without investing too much. Only if there is a reefer truck, pick it up and drop it off. Our model is a volunteer-based model.

The Chair: Thank you.

Senator Burey: Thank you to all the witnesses for being here. I just wanted to ask a question about the investments that all the witnesses are suggesting, whether it is from the value-added chain, infrastructure, and into things like the Food Link Society. Can you speak about how this would improve affordability and access to healthy and nutritious food?

Ms. Haeri: For us, it is a very clear way to access it. As I mentioned before, we have 26 distribution centres across 11 cities. We collect the food and gather everything.

It can be people with low income. It can be a variety of different people. It can be single mothers, immigrants, or people at a shelter. We help the food banks. We give access. Our model helps people before they become reliant on emergency food services, so it is very reliable. It brings consistency to the families. That's how we give them access to food.

For us, our day-to-day model, as Ali mentioned, is to go to the grocery stores we work with, gather the food and then distribute it. One of the examples we shared with the Senate in the one-pager is that we get tons of pallets of perishable food that is still perfectly good to eat and that we can still distribute.

If I got your question right, it was how we're giving families and others access to perishable food. That is how we work right now.

Senator Burey: They are not paying for this food?

Ms. Haeri: They are not paying for this food. We have systems in place to make sure they're low income because the demand is high and we have limited capability right now based on our infrastructure. I mentioned we were running on less than \$600,000 in revenue last year, but we also had a huge impact on how many families we worked with. Because we operate in B.C., we had about 184,000 food access visits in 2025 alone.

C'est ce dont parle Zahra. Nous considérons simplement que nous faisons ce que nous devrions faire, c'est-à-dire récupérer ces denrées et, au moins, aider les personnes dans le besoin. Je ne parle pas des personnes à revenus élevés. Beaucoup de gens ont de faibles revenus, et les banques alimentaires sont au bord de la rupture. C'est ainsi que nous pouvons les aider sans trop d'investissement. Nous pouvons le faire uniquement si nous avons un camion frigorifique, pour ramasser les denrées et les livrer. Notre modèle est un modèle basé sur le bénévolat.

La présidente : Merci.

La sénatrice Burey : Merci à tous les témoins d'être ici aujourd'hui. Je veux simplement poser une question concernant les investissements que tous les témoins suggèrent, que ce soit dans la chaîne de valeur ajoutée, dans les infrastructures, ou dans des organismes comme la Food Link Society. Pouvez-vous nous expliquer en quoi cela améliorerait l'abordabilité et l'accès à une alimentation saine et nutritive?

Mme Haeri : Pour nous, c'est un moyen très clair d'y accéder. Comme je l'ai déjà mentionné, nous disposons de 26 centres de distribution répartis dans 11 villes. Nous collectons et rassemblons les denrées alimentaires.

Il peut s'agir de personnes à faibles revenus. Il peut s'agir de personnes très diverses. Il peut s'agir de mères célibataires, d'immigrants ou de personnes vivant dans un refuge. Nous aidons les banques alimentaires. Nous offrons un accès. Notre modèle aide les personnes avant qu'elles ne deviennent dépendantes des services alimentaires d'urgence. Il s'agit d'un modèle très fiable, qui apporte de la stabilité aux familles. C'est ainsi que nous leur donnons accès à des aliments.

Nos activités au quotidien, comme l'a mentionné Ali, consistent à nous rendre dans les magasins d'alimentation avec lesquels nous travaillons, à collecter les denrées alimentaires, puis à les distribuer. L'un des exemples que nous avons illustrés pour le Sénat dans notre document d'une page, ce sont les tonnes de palettes de denrées périssables qui sont encore parfaitement comestibles que nous recevons et que nous pouvons distribuer.

Si j'ai bien compris votre question, vous demandiez comment nous donnons aux familles et à d'autres personnes un accès à des denrées périssables. C'est ainsi que nous travaillons en ce moment.

La sénatrice Burey : Les gens ne paient pas pour ces aliments?

Mme Haeri : Ils ne paient pas pour ces aliments. Nous avons mis en place des systèmes pour nous assurer qu'il s'agit de personnes qui ont de faibles revenus, car la demande est forte et nos capacités sont actuellement limitées en raison de notre infrastructure. J'ai mentionné que nous avons fonctionné avec moins de 600 000 dollars de recettes l'année dernière, mais nous avons également eu une incidence considérable sur les familles

Mr. Haeri: Senator, can I add something to Zahra's answer? When a store wants to dump a kind of apple, for example, they must pay the municipality for the green bin. Since we go pick up the nutritious and good parts of the food, they pay us a little money. That little money helps us run our fleet, but it is not enough. It only covers us a little. But it is on a volunteer basis. Our rule is to not take any money from low-income people, so all the 184,000 food access visits are all free.

Senator Burey: Thank you.

Mr. Groeneveld, did you have anything to add about how the investments in the value-added chain can improve affordability in Canada?

Mr. Groeneveld: Generally speaking, we create value-added ingredients. Ours, admittedly, is a longer-term play. Farmers make more money when there is more local processing. We see that in the canola industry, where they get 50 cents to \$1 more per bushel, which is about \$20 per acre. Some of the companies we've funded that are buying peas or fava beans are paying up to 28% more to growers than the companies that are trying to export that as a raw commodity. It improves on-farm profitability, builds locally in communities from coast to coast, creates jobs and significant economic activity, so the follow-on benefits are significant. But generally speaking, I think the opportunities are to create a more food-secure supply chain for Canada, and those opportunities are not as directly correlated, in the short term, to improving the cost of goods on supermarket shelves.

The Chair: Thank you.

Senator Muggli: Mr. Groeneveld, I just wondered if you could give some examples or thoughts on what kinds of incentives could support industry food processing. Are there some examples you could give us of what sort of incentive would actually move that forward?

Mr. Groeneveld: I would argue that we have adequate venture capital and early-stage funding in Canada. It is that lead equity that companies need. They need a company to lead. That will require more risk-taking. Nobody has asked about the \$5 billion that Farm Credit Canada, or FCC, announced, and that's wonderful news. The promise is wonderful, but we would

avec lesquelles nous avons travaillé. Parce que nous oeuvrons en Colombie-Britannique, nous avons eu environ 184 000 visites aux fins d'accès à l'alimentation en 2025 seulement.

M. Haeri : Sénatrice, puis-je ajouter quelque chose à la réponse de Zahra? Lorsqu'un magasin souhaite se débarrasser d'un certain type de pommes, par exemple, il doit payer la municipalité pour le bac vert. Comme nous allons chercher les aliments nutritifs et de bonne qualité, ils nous donnent un peu d'argent. Cet argent nous aide à faire fonctionner notre flotte de véhicules, mais ce n'est pas suffisant. Cela ne couvre qu'une petite partie de nos frais. Mais nous fonctionnons sur la base du bénévolat. Notre règle est de ne pas accepter d'argent des personnes à faibles revenus, donc les 184 000 visites aux fins d'accès à l'alimentation sont toutes gratuites.

La sénatrice Burey : Merci.

Monsieur Groeneveld, avez-vous quelque chose à ajouter sur la manière dont les investissements dans la chaîne de valeur ajoutée peuvent améliorer l'abordabilité au Canada?

M. Groeneveld : De manière générale, nous créons des ingrédients à valeur ajoutée. Il faut reconnaître que notre approche s'inscrit dans le long terme. Les agriculteurs gagnent davantage d'argent lorsque la transformation se fait davantage au niveau local. Nous le constatons dans l'industrie du canola, où ils obtiennent entre 50 ¢ et 1 \$ de plus par boisseau, ce qui représente environ 20 \$ par acre. Certaines des entreprises que nous avons financées et qui achètent des pois ou des fèves paient jusqu'à 28 % de plus aux producteurs que les entreprises qui tentent d'exporter ces produits en tant que matières premières. Cela améliore la rentabilité des exploitations agricoles, renforce les communautés locales d'un océan à l'autre, crée des emplois et génère une activité économique importante, de sorte que les retombées sont considérables. D'une manière générale, je pense qu'il est possible de créer une chaîne d'approvisionnement alimentaire plus sûre pour le Canada, mais cela ne contribuera pas directement, à court terme, à diminuer le coût des produits dans les rayons des supermarchés.

La présidente : Merci.

La sénatrice Muggli : Monsieur Groeneveld, je me demande simplement si vous pouvez donner quelques exemples ou nous parler des types d'incitatifs qui pourraient soutenir l'industrie de la transformation alimentaire. Pourriez-vous nous donner quelques exemples du type d'incitatif qui pourrait réellement faire avancer les choses à cet égard?

M. Groeneveld : Je dirais que nous disposons de suffisamment de capital-risque et de financement de démarrage au Canada. C'est cet apport initial en fonds propres dont les entreprises ont besoin. Elles ont besoin d'une entreprise qui ouvre la voie. Cela nécessitera de prendre plus de risques. Personne n'a posé de questions sur les 5 milliards de dollars

like to see a percentage of that with a larger risk profile than the FCC is investing. That would be one.

In critical minerals and mining development, there is a long history of programs, like flow-through shares and tax incentives. Food production and value-added agriculture have never qualified for that because we are not talking at the scale of \$1 billion. We are talking in \$30 million to \$300 million, as I mentioned. We need to have smaller cheques that create significant economic opportunities available. We have existing programs in other priority sectors, so it is just a matter of almost scrubbing those same programs, including this and bringing down the hurdles. The minimum \$100-million investments that Canada Infrastructure Bank will make, that is generally beyond many of the projects that the value-added agriculture and food production industry is looking for.

Senator Muggli: What ministry is this best situated in, those kinds of incentives?

Mr. Groeneveld: I would say that Innovation, Science and Economic Development Canada, or ISED, has been a wonderful partner of ours. They have the Strategic Response Fund, so there are funds there. Regarding Agriculture and Agri-Food Canada, FCC is a Crown corporation under that and the Canada Infrastructure Bank. I'm trying to think but the ministry is slipping away from me, senator.

All of these groups have capital. We are not looking for more money in government. We are asking for access to existing funds and capital that is already in the government and to allow our sector to qualify for it.

We grow a crop every year, and we are the most carbon-friendly crops globally. The timeline for us to do this will be much shorter than it would be to build roads and dig mines or pipelines to the West Coast or back to the U.S. We can do it quickly because we already grow the crop, so the economic opportunities are much shorter for the Government of Canada and for taxpayers.

Senator Muggli: Thank you.

The Chair: Mr. Groeneveld, I had a question building on that, I think. In your opening remarks, you talked about regulations and where they put us in a competitive nature. I was wondering if you could help us understand when we look at competing nations — I assume you meant on an international scale. Where

annoncés par Financement agricole Canada, ou FAC. C'est une excellente nouvelle. Cet engagement est formidable, mais nous aimerions qu'une partie de ces fonds soit affectée à des projets présentant un profil de risque plus élevé que ceux dans lesquels investit FAC. Ce serait un premier exemple.

Dans le domaine des minéraux critiques et de l'exploitation minière, il existe une longue tradition de programmes, comme les actions accréditatives et les incitations fiscales. Les secteurs de la production alimentaire et de l'agriculture à valeur ajoutée n'ont jamais pu en bénéficier, car nous ne parlons pas d'un milliard de dollars. Nous parlons de 30 à 300 millions de dollars, comme je l'ai mentionné. Nous avons besoin de montants plus petits qui créent des possibilités économiques importantes. Nous disposons déjà de programmes dans d'autres secteurs prioritaires; il s'agit donc simplement de peaufiner ces mêmes programmes et de lever les obstacles. Le seuil d'investissement minimal de 100 millions de dollars de la Banque de l'infrastructure du Canada dépasse généralement ce dont ont besoin les secteurs de la production alimentaire et de l'agriculture à valeur ajoutée pour de nombreux projets.

La sénatrice Muggli : Quel ministère est le mieux placé pour gérer ce genre de mesures incitatives?

M. Groeneveld : Je dirais qu'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, ou ISDE, a été un partenaire formidable. Il dispose du Fonds de réponse stratégique. Il y a donc des fonds disponibles. En ce qui concerne Agriculture et Agroalimentaire Canada, Financement agricole Canada est une société d'État qui relève de ce ministère. La Banque de l'infrastructure du Canada est aussi une société d'État. J'essaie de me souvenir de quel ministère elle relève, mais cela m'échappe, sénatrice.

Toutes ces organisations disposent de capitaux. Nous ne demandons pas davantage de fonds publics. Nous demandons à avoir accès aux fonds et aux capitaux existants dont dispose déjà le gouvernement et à ce que notre secteur puisse y être admissible.

Nous produisons une récolte chaque année, et nos cultures sont les plus sobres en carbone au monde. Le délai pour y parvenir sera beaucoup plus court que celui nécessaire pour construire des routes, creuser des mines ou construire des pipelines vers la côte ouest ou vers les États-Unis. Nous pouvons le faire rapidement parce que nous produisons déjà la récolte, donc les retombées économiques seront beaucoup plus rapides pour le gouvernement du Canada et pour les contribuables.

La sénatrice Muggli : Je vous remercie.

La présidente : Monsieur Groeneveld, j'avais une question qui s'inscrit dans la continuité de ce que vous venez de dire, je pense. Dans votre déclaration préliminaire, vous avez évoqué la réglementation et ses répercussions sur notre compétitivité. Je me demandais si vous pouviez nous aider à comprendre.

does Canada sit in our ability — are we viewed as a friendly place to invest and come in and start processing and value adding?

Mr. Groeneveld: That's a good question.

We have a stable government and a very reliable regulatory system. We produce, arguably, the most sustainable crops globally, so there are lots of reasons to invest. But it's the uncertainty in the regulatory timeline.

We have some companies that are in southern Saskatchewan that are built in North Dakota. We have a company that we work with on derisking innovation in southern Alberta that has Montana saying, "We have the state, municipal and federal government in the U.S. Here is a package." It is all together. "This is what we build, and this is what we're going to do." In Canada, we have to go through federal, provincial and municipal hurdles. We just don't have that coordination that is required.

I think the second part of it is that when you get further down the processing chain — and a recent example is that we are trying to help complete a study about real nutritional benefits looking at improving Type 2 diabetes and the risk factors associated with that while trying to use plant-based foods. The trouble is Canada does not have plant-based foods to do the multi-facility regulated trials. It is done by professionals. We can import American goods to do the trial, but we cannot because one of the ingredients, monk fruit, is approved as a sweetener on the table, but when you put it in a plant-based alternative for a food study, we are subjected to delays and arguments that I believe we will win in the due course of time. But the speed of doing this research, which links food as a solution for health and outcomes, is so delayed. It is easier to do studies elsewhere or not at all, if we don't start looking for opportunities for common sense.

If you can eat it in the U.S. and it is a nutritional supplement and we've got a similar product in Canada, why cannot we import — for the study only — that particular product, senator?

The Chair: Within that, is there one agency or regulatory body that you think we could be asking to suggest that there be a deep dive in how they approach examples like you have just given us with monk fruit?

Lorsqu'on examine les pays concurrents — je suppose que vous parliez à l'échelle internationale — où se situe le Canada sur le plan de la capacité à attirer des investissements? Sommes-nous perçus comme un endroit intéressant où investir, s'implanter et se lancer dans la transformation à valeur ajoutée?

M. Groeneveld : C'est une bonne question.

Nous disposons d'un gouvernement stable et d'un cadre réglementaire très fiable. Nous produisons sans doute les cultures les plus durables au monde, alors il y a de nombreuses raisons d'investir. Mais c'est l'incertitude quant aux délais réglementaires qui pose problème.

Certaines entreprises implantées dans le Sud de la Saskatchewan ont été créées dans le Dakota du Nord. Nous travaillons avec une entreprise du Sud de l'Alberta qui s'efforce de réduire les risques liés à l'innovation, et le Montana lui dit : « Nous avons l'approbation du gouvernement de l'État, des municipalités et du gouvernement fédéral américain. Voici l'offre globale. » Tout est coordonné. « Voilà ce que nous construisons, et voilà ce que nous allons faire. » Au Canada, nous devons franchir des obstacles au niveau fédéral, provincial et municipal. Nous ne disposons tout simplement pas de la coordination nécessaire.

Je pense que le deuxième aspect concerne le fait que, plus on avance dans la chaîne de transformation... Un exemple récent est que nous essayons de contribuer à la réalisation d'une étude sur les véritables bienfaits nutritionnels visant à améliorer le diabète de type 2 et les facteurs de risque qui y sont associés, tout en essayant d'utiliser des aliments d'origine végétale. Le problème est que le Canada ne dispose pas d'aliments d'origine végétale pour mener les essais réglementés impliquant plusieurs installations. Ce travail est réalisé par des professionnels. Nous pourrions importer des produits américains pour faire ces essais, mais nous ne pouvons pas le faire, parce que l'un des ingrédients, le fruit des moines, est approuvé comme édulcorant de table, mais lorsqu'on l'ajoute dans un produit végétal pour une étude alimentaire, nous sommes confrontés à des retards et à des débats que je crois que nous gagnerons en temps voulu. Mais la réalisation de cette recherche, qui établit un lien entre l'alimentation comme solution pour la santé et les résultats, est tellement retardée. Il sera plus facile de mener des études ailleurs ou de ne pas en mener du tout, si nous ne commençons pas à rechercher des possibilités fondées sur le bon sens.

Si ce produit peut être consommé aux États-Unis, qu'il s'agit d'un supplément nutritif et que nous avons un produit similaire au Canada, pourquoi ne pouvons-nous pas importer — uniquement pour l'étude — ce produit en particulier, sénatrice?

La présidente : Dans ce contexte, y a-t-il un organisme ou une instance de réglementation à qui, selon vous, nous pourrions proposer d'effectuer une analyse approfondie de la manière dont ils abordent des exemples comme celui que vous venez de nous donner avec le fruit des moines?

Mr. Groeneveld: I think it is Health Canada. It's not only Health Canada because it takes many to influence, but I believe that's the agency we need to work with. We have a great relationship, and we have a subject-matter expert on staff looking at regulatory reform. There is a lot of ambition, I would say, in the federal government. But Health Canada is where it starts, senator.

The Chair: Thank you. One last question. I spoke recently with a potato exporter in Prince Edward Island. You may know that Prince Edward Island grows potatoes. This exporter was applying for funding to improve their packing line and facility in order to capture more export markets. They didn't manage to trigger — I think they had to trigger a \$25-million project and they were at \$21 million or something to that effect. Is that similar to what you are describing, or is it different?

Mr. Groeneveld: It is very similar, in parallels. We operate as a partner of the federal government, and our funding comes from Innovation, Science and Economic Development Canada, or ISED, but industry has to lead with that first dollar. Then for expenses that are provable, we can help refund a percentage of that. So it is a great policy. The challenge is, often with these programs — and I'm not talking about our cluster program, but generally speaking — you rely on companies to come in and apply to programs, and there is a checklist. You had someone who is just short of that. So where do they go? Well, they go home. That's the sad reality. We would argue you need an organization like ours to work with industry. It is not an intake opportunity that many federal government departments are. It is an opportunity — we work in the agriculture and food production sector across the country, so we are able to broker these gaps and go out into the business community.

It is very similar to what you said when something doesn't meet all the check boxes and someone has to go home or look somewhere else, and it is a real challenge.

The Chair: And lose that market and lose that opportunity for our nation. Yes, it is a challenge.

Mr. Pryce, I wanted to ask you — I understand that B.C. has established the Premier's Task Force on Agriculture and Food Economy, and this happened in February 2025. I wonder if you would be in a position to speak about how this came to be and what is the status or the progress of it. What do you expect? What does it cover? What are they looking at?

M. Groeneveld : Je pense que c'est Santé Canada. Ce n'est pas seulement Santé Canada, car il faut beaucoup d'acteurs pour influencer les choses, mais je crois que c'est l'organisation avec laquelle nous devons travailler. Nous entretenons d'excellentes relations avec ce ministère, et nous comptons parmi notre personnel un expert en la matière qui se penche sur la réforme réglementaire. Je dirais qu'il y a beaucoup d'ambition au sein du gouvernement fédéral. Mais c'est par Santé Canada qu'il faut commencer, sénatrice.

La présidente : Je vous remercie. J'ai une dernière question. J'ai récemment parlé avec un exportateur de pommes de terre à l'Île-du-Prince-Édouard. Vous savez probablement que l'Île-du-Prince-Édouard cultive des pommes de terre. Cet exportateur sollicitait un financement pour moderniser sa chaîne d'emballage et ses installations afin de conquérir davantage de marchés d'exportation. Il n'a pas réussi à atteindre le seuil requis — je crois que la valeur de son projet devait atteindre 25 millions de dollars et qu'elle en était à 21 millions, ou quelque chose de ce genre. Est-ce similaire à ce que vous décrivez, ou est-ce différent?

M. Groeneveld : C'est très similaire, il y a des parallèles. Nous sommes un partenaire du gouvernement fédéral, et notre financement provient d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, ou ISDE, mais l'industrie doit d'abord investir le premier dollar. Ensuite, pour les dépenses justifiables, nous pouvons aider à en rembourser un pourcentage. C'est donc une excellente politique. Le défi, c'est que souvent, avec ces programmes — et je ne parle pas de notre programme de grappe, mais en général —, on compte sur les entreprises pour qu'elles présentent une demande aux programmes, et il y a une liste de critères à remplir. Vous avez quelqu'un qui n'y répond pas tout à fait. Alors, où va-t-il? Eh bien, il rentre chez lui. C'est la triste réalité. Nous estimons qu'il faut une organisation comme la nôtre pour travailler avec le secteur. Elle offre une occasion que de nombreux ministères fédéraux n'offrent pas. Nous travaillons dans le secteur de l'agriculture et de la production alimentaire dans tout le pays, ce qui nous permet de combler les lacunes et d'aller à la rencontre des entreprises.

Cela ressemble beaucoup à ce que vous avez dit : quand on ne répond pas à tous les critères et qu'on doit rentrer chez soi ou chercher ailleurs, c'est un véritable défi.

La présidente : Et perdre un marché et rater une occasion pour notre nation. Oui, c'est un défi.

Monsieur Pryce, j'ai une question à vous poser. Je crois savoir que la Colombie-Britannique a créé le groupe de travail du premier ministre sur l'agriculture et l'économie alimentaire en février 2025. Je me demande si vous seriez en mesure de nous expliquer comment ce groupe de travail a vu le jour et où il en est actuellement. Quelles sont vos attentes? Quel est son mandat? Sur quoi se penche-t-il?

Mr. Pryce: Sure. Thank you for the question, Madam Chair. As you rightly pointed out, in February 2025, the Premier's Task Force on Agriculture and Food Economy was established. It had been an election promise of the governing party in British Columbia to pull this group together. So I was happy to see, in October 2024, that election happening and, within four months, that commitment being delivered.

The task force brought together stakeholders from across the entire food system. This was producers and also processors, retailers, government as well, all together at the table to really discuss the policy and program challenges that were facing in the food system and really ground truthing some of those problems, developing some recommendations.

That committee completed its work in November or early December last year, with about 32 recommendations to the premier. These covered quite a few different issues. About eight of them related to water, just because we have had protracted issues with drought in British Columbia. It is unfortunate when we talk about flooding in December 2025, but drought is also the big challenge for a lot of our producers and some of our food system partners as well.

So now we have shifted from the development of these recommendations to implementing them. In June of this year, we will have the inaugural BC Agriculture Forum in Penticton, British Columbia, at which the government will be providing an update directly to its food system partners about where we are at and the implementation of these 32 recommendations.

It is good that we have these frequent touch points to see how the situation develops in implementing these, because 32 is quite a lot. There could have been even more, but at least narrowing it to 32 still is a big pull for government.

The Chair: Thank you.

Senator McNair: Just quickly, Tyler, I have a question for you. Earlier you mentioned lowering the thresholds to be able to access existing funding pools that are out there. How low would you go? What is the right threshold and why, from your perspective?

Mr. Groeneveld: I think that if we had funds in that \$5 million to \$20-million range or \$5 million to \$30-million range, that would unlock a whole bunch of small operations.

M. Pryce : Bien sûr. Je vous remercie pour la question, madame la présidente. Comme vous l'avez justement souligné, le groupe de travail du premier ministre sur l'agriculture et l'économie alimentaire a été créé en février 2025. La mise en place de ce groupe faisait partie des promesses électorales du parti au pouvoir en Colombie-Britannique. J'ai donc été heureux de voir que cet engagement avait été tenu quatre mois après la tenue des élections en octobre 2024.

Le groupe de travail a réuni des parties prenantes de l'ensemble du système alimentaire. Il s'agissait de producteurs, mais aussi de transformateurs, de détaillants et de représentants du gouvernement, tous assis autour d'une même table pour discuter en profondeur des défis liés aux politiques et aux programmes auxquels le système alimentaire était confronté, pour évaluer certains des problèmes et pour formuler des recommandations.

Ce groupe de travail a achevé ses travaux en novembre ou début décembre de l'année dernière. Il a présenté environ 32 recommandations au premier ministre. Elles couvraient un large éventail d'enjeux. Environ huit d'entre elles concernaient l'eau, simplement parce que nous avons connu des problèmes persistants de sécheresse en Colombie-Britannique. Les inondations de décembre 2025 sont déplorables, mais la sécheresse constitue également un défi majeur pour bon nombre de nos producteurs et certains de nos partenaires au sein du système alimentaire.

Nous sommes donc passés de l'élaboration de ces recommandations à leur mise en œuvre. En juin de cette année, nous tiendrons le tout premier forum sur l'agriculture à Penticton, en Colombie-Britannique, lors duquel le gouvernement fera le point directement à l'intention de ses partenaires au sein du système alimentaire sur la mise en œuvre de ces 32 recommandations.

C'est une bonne chose que nous ayons ces mises à jour régulières pour suivre l'évolution de la mise en œuvre de ces recommandations, car 32, c'est un nombre assez élevé. Il aurait pu y en avoir encore plus, mais même si on s'est limité à 32 recommandations, le travail pour le gouvernement sera considérable.

La présidente : Je vous remercie.

Le sénateur McNair : Monsieur Groeneveld, j'ai une petite question à vous poser. Vous avez évoqué plus tôt la possibilité d'abaisser les seuils d'accès aux sources de financement existantes. Jusqu'où iriez-vous? Quel est le seuil approprié et pourquoi, selon vous?

M. Groeneveld : Je pense que si nous avons des fonds dans la fourchette de 5 à 20 millions de dollars, ou de 5 à 30 millions de dollars, cela permettrait à toute une série de petits projets d'être financés.

So 5 to 25, 30, senator, would be my quick answer. If you allowed me to quickly expand, I would say we have cash flow-positive companies across Canada that are producing product that could expand. But as one of them told us most recently, “Every time I go to build a new plant or do a line expansion, I have to go back for more capital. I’m operating 24-7. I have only been in business for three years. I don’t have a track record, and I have to put my house deed up in order to secure this.” She says, “I’m tired of putting my house deed up when I am employing people and running 24-7 and I have got sales, but my track record is not long enough for the —” you know, for an investment community to come in and say, “Look, we’ll lead in this additional fundraising.”

Certainly, it could be more, but you kind of hit that drop-off valley of death once you get up looking for \$5 million, because we have got VC funds to help companies start. They have got a great idea, but then they have got to somehow scale, and they need to put steel in the ground, and there is a gap there.

Senator McNair: Thank you.

Senator Muggli: My question is for Ms. Haeri. In terms of food recovery, are you able to get a good balance of food recovery? What is your success in recovery of proteins?

Ms. Haeri: We do get proteins as well. I would say our success story is the model we have built and the team that we have, and that’s why it is important that we make it recognized as infrastructure and scale that one. So we juggle things around. As Ali was saying, we get pallets of mushrooms. Sometimes we get a chunk of protein, like steaks and good meat, chicken. We get ducks. It depends on what the stores are throwing out and what is left there.

We have a lot of different families that we know and we distribute through them, so it is a lot of voluntary basis and a lot of organization between where we go and where we deliver based on what we have. We have a system in place that works. If it is scaled, then that kind of juggling portion of it is already built into our network and how we are operating on the day of.

But, yes, we do get proteins depending on what the grocery stores or whatever random —

Donc, de 5 à 25 ou 30 millions de dollars, sénateur, ce serait ma réponse rapide. Si vous me permettez de développer brièvement, je dirais qu’il existe partout au Canada des entreprises dont les flux de trésorerie sont positifs, qui fabriquent des produits et qui pourraient prendre de l’expansion. Mais comme l’une d’entre elles nous l’a récemment confié : « Chaque fois que je veux construire une nouvelle usine ou agrandir une chaîne de production, je dois redemander des capitaux. Je fonctionne 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Je ne suis en activité que depuis trois ans. Je n’ai pas une longue feuille de route, et je dois mettre en garantie l’acte de propriété de ma maison pour obtenir le financement. » Elle nous dit : « J’en ai assez de mettre en garantie l’acte de propriété de ma maison alors que j’emploie du personnel, que je fonctionne 24 heures sur 24, sept jours sur sept, et que je réalise des ventes, mais ma feuille de route n’est pas assez longue pour que... » Vous savez, une communauté d’investisseurs doit dire : « Écoutez, nous allons nous occuper de ce financement supplémentaire. »

Certes, cela pourrait être plus, mais on se heurte en quelque sorte à cette vallée de la mort lorsqu’on se lance à la recherche de 5 millions de dollars, car nous disposons de fonds de capital-risque pour aider les entreprises à démarrer. Ces entreprises ont une excellente idée, mais elles doivent ensuite prendre de l’expansion d’une manière ou d’une autre, et elles ont besoin de s’implanter solidement, et il y a là un fossé.

Le sénateur McNair : Je vous remercie.

La sénatrice Muggli : Ma question s’adresse à Mme Haeri. En ce qui concerne la récupération alimentaire, êtes-vous en mesure d’obtenir un bon équilibre dans ce que vous récupérez? Dans quelle mesure parvenez-vous à récupérer des protéines?

Mme Haeri : Nous récupérons également des protéines. Je dirais que notre réussite tient au modèle que nous avons mis en place et à l’équipe dont nous disposons, et c’est pourquoi il est important de faire reconnaître ce modèle comme une infrastructure et de le développer à grande échelle. Nous jonglons donc avec les ressources. Comme le disait Ali, nous recevons des palettes de champignons. Parfois, nous recevons des protéines, comme des steaks, de la bonne viande ou du poulet. Nous récupérons du canard. Tout dépend de ce que les magasins jettent et de ce qui leur reste.

Nous connaissons de nombreuses familles différentes et nous distribuons les denrées par leur intermédiaire. Cela repose donc en grande partie sur le bénévolat et sur une bonne organisation entre les lieux où nous nous rendons et ceux où nous livrons, en fonction de ce dont nous disposons. Nous avons mis en place un système qui fonctionne. Si notre modèle venait à être étendu, cette organisation est déjà intégrée à notre réseau et à notre fonctionnement au quotidien.

Mais oui, nous recevons des protéines selon ce que les épiceries ou d’autres endroits...

Senator Muggli: Can you tell us what you would like in terms of proteins?

Ms. Haeri: I would say we do get it a lot. Sometimes we may not have it, but as I said, it depends on the day. One thing is we definitely have more surplus of food than we could actually address — that we have the capacity to — we have a lot of demand. We have a lot of food already, but we are a limited organization, and that's why we need to scale. But we could find more, yes.

Senator Muggli: Thank you.

Mr. Haeri: The amount of mushrooms are coming through farms, and they cannot distribute it to grocery stores because they are kept on the farm for two weeks or something, so they are not fresh enough for big grocery stores. There are pallets of mushrooms. It is not only one, two. No. These are pallets of mushrooms, and every month we are getting those.

You asked what can the government or senators do. I'm pretty sure you know that in France there is a law that forces any restaurant or grocery stores over 400 square metres to find a food recovery charity, and they must donate that extra food to them. In Italy, they put in incentives. They are not forcing but enabling them.

Any dollars coming to food recovery organizations — 16 times more comes back to the table of the people. Because we are recovering the resources that already were expended, and we are not spending money to buy things. In terms of the value added, each dollar becomes \$16 back to the community. Thank you.

Senator Muggli: Thank you.

The Chair: Fantastic. Thank you, everyone. That wraps us up. I wish to thank our witnesses for taking the time to be with us and for answering our questions. We certainly appreciate you not only joining us, but the effort you put in to prepare your statements and be ready to help us better understand the topic.

This concludes the public portion of the meeting.

(The committee continued in camera.)

La sénatrice Muggli : Pouvez-vous nous dire ce que vous aimeriez recevoir en termes de protéines?

Mme Haeri : Je dirais que nous en recevons beaucoup. Il arrive parfois que nous n'en ayons pas, mais comme je l'ai dit, cela dépend des jours. Ce qui est sûr, c'est que nous avons nettement plus de surplus alimentaires que nous ne pouvons en gérer — que nous en avons la capacité de gérer — et la demande est forte. Nous disposons déjà de beaucoup de nourriture, mais notre organisation a des capacités limitées, et c'est pourquoi nous devons prendre de l'expansion. Mais nous pourrions en trouver davantage, oui.

La sénatrice Muggli : Je vous remercie.

M. Haeri : Les champignons proviennent des fermes qui ne peuvent pas les distribuer aux magasins d'alimentation, car ils sont conservés à la ferme pendant deux semaines environ, alors ils ne sont pas assez frais pour les grands magasins d'alimentation. Il y a des palettes de champignons. Il n'y en a pas seulement une ou deux, et nous en recevons tous les mois.

Vous avez demandé ce que le gouvernement ou les sénateurs peuvent faire. Je suis sûr que vous savez qu'en France, une loi oblige tous les restaurants et les magasins d'alimentation de plus de 400 mètres carrés à s'associer à des organismes de récupération alimentaire et à leur donner leurs surplus alimentaires. En Italie, on a mis en place des incitatifs. On ne les oblige pas, mais on leur donne les moyens d'agir.

Pour chaque dollar versé aux organisations de récupération alimentaire, 16 fois ce montant revient à la population pour lui permettre de se nourrir. En effet, nous récupérons des ressources qui ont déjà été payées, et nous ne dépensons pas d'argent pour acheter quoi que ce soit. En termes de valeur ajoutée, chaque dollar rapporte 16 \$ à la communauté. Je vous remercie.

La sénatrice Muggli : Je vous remercie.

La présidente : C'est fantastique. Merci à tous. Cela conclut notre séance. Je tiens à remercier nos témoins d'avoir pris le temps d'être avec nous et de répondre à nos questions. Nous vous remercions sincèrement d'avoir été parmi nous, mais aussi pour les efforts que vous avez déployés pour préparer vos déclarations et nous aider à mieux comprendre le sujet.

Cela conclut la partie publique de la séance.

(La séance se poursuit à huis clos.)